

Fiche bonne pratique

Plaidoyer communautaire pour le renforcement institutionnel de l'approche multisectorielle de la nutrition à travers la gestion des Programmes de Développement Économique, Social et Culturel (PDESC) au Mali

© UN Photo Marco Dormino

Pays : Mali**Thèmes :** Coordination et renforcement des capacités**Sous-thèmes :** Analyse des cadres/structures institutionnel(le)s, y compris les mécanismes de coordination.**Date :** Août 2022

Aperçu



Le Mali fait face à une crise alimentaire exceptionnelle qui dépasse le dernier pic datant de 2013-2014 au début de la crise malienne. Entre octobre et décembre 2021, près de 1,2 million de personnes ont eu besoin d'une assistance alimentaire d'urgence (phase 3 & 4), soit presque le triple de l'année précédente. En cette fin de premier semestre 2022, le nombre de personnes ayant besoin d'une assistance d'urgence pourrait atteindre près de 1,8 million de personnes. L'explosion de la crise alimentaire s'inscrit dans une tendance de forte détérioration de la crise humanitaire plus large : près de 6,3 millions de maliennes et maliens ont besoin d'une aide d'urgence afin d'accéder à une assistance alimentaire et nutritionnelle, à l'eau, la santé, l'éducation, la protection sociale et des abris (source : FONGIM/Cluster Sécurité Alimentaire).

Deuxièmement, la production de céréales de la campagne 2021, comparée aux résultats des campagnes précédentes, est en baisse d'environ 15 % par rapport à la campagne 2020 et de 10,2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années 2016-2020. Cette situation préoccupante d'augmentation des besoins en aliments et de baisse de la production céréalière de grande consommation pourrait être corrigée en partie par « le plaidoyer communautaire pour le renforcement institutionnel de l'approche multisectorielle de la nutrition à travers la gestion des Programmes de Développement Économique, Social et Culturel (PDESC) ¹ des communes, cercles et régions ».

Cette démarche de plaidoyer communautaire consistant à renforcer la gestion des PDESC se fait à travers trois outils élaborés par la Cellule de Coordination de la Nutrition, en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes de l'approche multisectorielle de la nutrition, sous la direction du ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation chargé du renforcement institutionnel des organes de gestion des PDESC :

1. le Guide d'analyse de l'intégration de la nutrition dans les PDESC ;



2. l'Outil d'auto-évaluation des capacités fonctionnelles de gestion des Comités Régionaux, Locaux et Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD, CLOCSAD et CCOCSAD)² qui est l'unique cadre de gestion de la Politique Nationale de la Nutrition des Objectifs de développement durable (ODD) à travers le Cadre de Relance Économique et de Développement Durable (CREDD 2018-2023) avec l'esprit de « three-one » : (i) un seul leadership (le gouverneur, le préfet et le sous-préfet) (ii) un seul cadre de planification (PDESC) et un seul cadre de suivi et

évaluation (le tableau de bord de suivi de la performance programmatique et financière de la gestion des PDESC).

3. le tableau de bord de suivi des performances programmatiques et financières de la gestion de l'intégration de la nutrition dans les PDESC.

L'utilisation optimale de ces trois outils permet de mettre en place un mécanisme de redevabilité mutuelle grâce auquel personne n'est exclu de l'approche multisectorielle de la nutrition.



© Miguel Lizana AECID



Objectifs de la fiche bonne pratique

Renforcer les mécanismes de redevabilité mutuelle de la bonne gouvernance de l'approche multisectorielle de la nutrition au niveau des communes, cercles et régions, grâce à deux éléments :

- La culture de responsabilité de toutes les parties prenantes de l'approche multisectorielle de la nutrition, par la prise de décision sur des bases factuels ;
- Un travail avec l'ensemble des parties prenantes pour n'exclure personne de la vision de développement du PDESC avec comme porte d'entrée la nutrition (qui est liée à 12 des 17 ODD) : lien effectif entre le Plan d'action multisectoriel pour la nutrition (PAMN) 2021-2025 et les PDESC.



Période couverte

La conception des ressources s'est étalée sur trois années. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Action Multisectoriel de la Nutrition 2021-2025 à travers son axe n° 6 : « Gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition ». La conception de ces ressources a eu lieu pendant la pandémie de COVID-19 et la crise politico-sécuritaire que connaît le Mali.



Ce qui a été fait



©UNICEF Ethiopia2014 Nesbitt

La plateforme multisectorielle de la nutrition, à travers la tenue régulière des différentes sessions du Comité Technique Intersectoriel de la nutrition (qui regroupe l'ensemble des points focaux des départements ministériels du gouvernement), permet de communiquer à toutes les parties prenantes au niveau central. Grâce à cela, un nombre croissant de politiques sectorielles, telles que l'agriculture, l'hydraulique et l'assainissement, contribuent davantage à la nutrition. Cependant, les PDESC, qui devraient être la convergence de toutes les politiques spécifiques et sensibles à la nutrition, n'inscrivaient pas des activités de la nutrition. Face à ce constat, l'une des recommandations du forum de juillet 2019 était d'élaborer des outils pour la prise en compte de la nutrition dans les PDESC.

Le développement de ces trois ressources s'est déroulé de manière inclusive et participative avec l'ensemble des réseaux du SUN et des personnes-ressources sous la coordination du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Ces éléments permettent de

renseigner le cadre de mesure de rendement de l'axe N°6 « Gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition » du PAMN 2021-2025.

La bonne gouvernance dans la gestion des PDESC à travers l'approche multisectorielle de la nutrition (en particulier au niveau déconcentré et décentralisé) est une préoccupation importante pour les gouvernements, les citoyens, les partenaires de développement et d'autres parties prenantes. L'objectif est d'atteindre un retour sur investissement acceptable des maigres ressources mises à la disposition des collectivités décentralisées et déconcentrées « Pour que chaque malien ait un statut nutritionnel satisfaisant pour son bien-être et pour le développement national ».

Pour répondre à ces défis, quatre éléments sont primordiaux :

1. Communiquer avec l'ensemble des parties prenantes de l'approche multisectorielle de la nutrition pour faire de la nutrition une priorité de l'engagement politique et financier dans les PDESC ;
2. Renforcer la collaboration entre les secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition ;
3. Renforcer la coordination des acteurs autour de la vision de développement des PDESC avec comme porte d'entrée la nutrition ;
4. Forger le partenariat multisectoriel à la recherche d'accords intelligents.



Que feriez-vous différemment ?

- Assurer le renforcement des capacités des différents acteurs (gouverneurs, préfets, sous-préfets, etc.) au niveau régional et communautaire sur l'approche multisectorielle de la nutrition, les défis liés à la gouvernance et la redevabilité en matière de nutrition.
- Poursuivre l'approche inclusive par un processus interactif et participatif mobilisant tous les acteurs clés (secteurs étatiques, organisations de la société civile, partenaires techniques et financiers, acteurs communautaires) des différents secteurs de la nutrition au Mali.
- Définir une meilleure articulation avec les cadres techniques existants de nutrition au niveau régional et décentralisé en les amenant au sein des organes de gouvernance cités dans l'objectif.
- Poursuivre la communication sur la dimension multisectorielle de la nutrition afin d'asseoir l'appropriation de cette approche dans les différents secteurs par tous les intervenants de la nutrition.



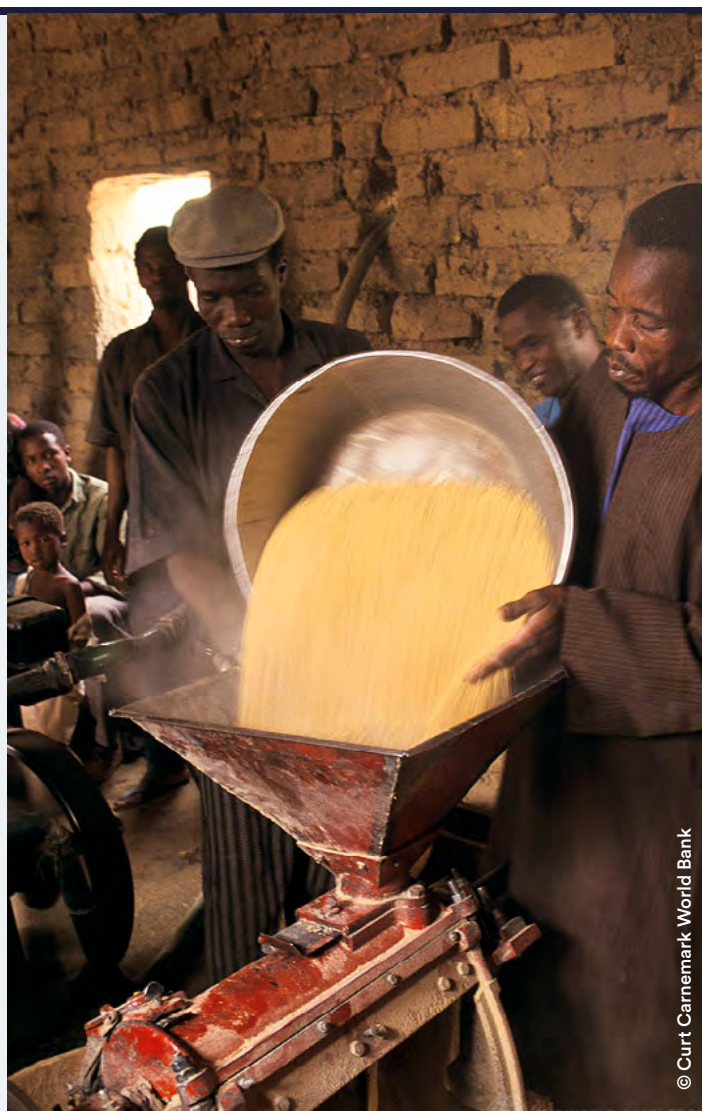
Adaptation et applicabilité

Les opportunités à saisir

- Existence des documents définissant le cadre légal du renforcement des systèmes de la décentralisation et de la déconcentration ;
- Existence des sous-systèmes d'information et de gestion, et des ressources humaines pour le renforcement des systèmes de la décentralisation et de la déconcentration ;
- Les avancées en matière de décentralisation des responsabilités de développement, à travers la mise en place des organes de bonne gouvernance afin de permettre de prendre en compte les besoins essentiels de l'ensemble des parties, sont une opportunité pour le développement desdites ressources ;
- L'existence des programmes sectoriels décentralisés comme la santé, l'éducation, l'hydraulique, etc.

Les menaces

- Les difficultés du contexte politico-sécuritaire, comme c'est le cas actuellement au Mali ;
- La faible fiabilité des données sur la gestion des secteurs de la nutrition, qui y sont spécifiques ou qui y contribuent, ne permettant pas la prise de décision sur des bases factuelles.



© Curt Carnemark World Bank



Prochaines étapes

L'examen à mi-parcours du PAMN 2021-2025 et l'évaluation finale du PAMN 2021-2025 permettront une amélioration continue des ressources utilisées pour le renforcement institutionnel des organes de gouvernance de l'approche multisectorielle de la nutrition au niveau décentralisé.

Notes

- 1 Le PDESC est la tranche quinquennale pour la gestion de développement des entités décentralisées au Mali : région, cercle et commune.
- 2 Décret N°08-095/PRM du 21 février 2008, portant création des Comités Régionaux, Locaux et Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement

Scaling Up
NUTRITION

S'ENGAGER • MOTIVER • INVESTIR

Scaling Up Nutrition Movement
c/o SUN Movement Secretariat
Villa Le Bocage, Palais des Nations
CH-1211 Geneva, Switzerland
+41 (0) 22 917 7283
info@scalingupnutrition.org
www.scalingupnutrition.org